

Le Céreq et l'évaluation des expérimentations sociales

Aperçu transversal et fiches descriptives des 27 opérations menées pour le compte du Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)

Synthèse réalisée pour l'institution par

Claudine Romani

Mission partenariats nationaux
romani@cereq.fr

Céreq

10, place de la Joliette BP21321
13 567 Marseille Cedex 02

Ce document est présenté sur le site du Céreq afin de favoriser la diffusion et la discussion de résultats de travaux d'études et de recherches. Il propose un état d'avancement provisoire d'une réflexion pouvant déboucher sur une publication. Les hypothèses et points de vue qu'il expose, de même que sa présentation et son titre, n'engagent pas le Céreq et sont de la responsabilité des auteurs.

août 2011

Le Céreq est engagé dans 27 opérations réalisées pour le compte du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, parmi lesquelles :

- 26 évaluations de dispositifs expérimentaux très variés ;
- une étude, réalisée par le département des Entrées et évolutions dans la vie active (Deeva) du Céreq, conçue dans le cadre de la mesure des discriminations à l'embauche (appel d'offre n°2), et portant sur l'observation des processus réels de recrutement et de recherche d'emploi des jeunes primo-entrants sur le marché du travail¹.

Cette note propose quelques éléments de synthèse pour faciliter la connaissance mutuelle des opérations FEJ. Ces éléments sont tirés d'une lecture des notes et des comptes-rendus d'exécution de début 2011.

Leur présentation s'organise de la manière suivante :

- un aperçu transversal des opérations engagées ;
- une fiche descriptive pour chaque opération FEJ².

¹ De part son caractère spécifique d'étude, et non de démarche évaluative, ce projet n'est pas considéré dans la suite des commentaires.

² La numérotation des opérations reprise dans ces fiches descriptives correspond au n° de la convention avec le FEJ

1. APERÇU TRANSVERSAL

Les domaines d'action publique

Les 26 évaluations en cours concernent des catégories de jeunes bénéficiaires situés dans divers segments du monde de l'éducation ou en dehors de celui du travail (lycéens, apprentis, étudiants, jeunes sans qualification en recherche d'un emploi ou en rupture scolaire/sociale etc.).

A ce titre, ces évaluations s'inscrivent dans différents domaines de l'action publique, se répartissant en quatre quarts :

- un premier quart d'entre elles ont pour objet évaluatif les mesures de lutte contre le décrochage scolaire au collège ou au lycée, incluant un projet spécifique de prévention du décrochage des jeunes en formation par apprentissage à travers le renforcement de leurs savoirs de base ;
- un deuxième quart des évaluations aborde la question de l'orientation scolaire et professionnelle sous deux angles d'attaque d'égale importance : celui de la constitution de réseaux territoriaux coordonnés des intervenants de l'AIO, en vue d'améliorer l'efficacité de l'information et de l'orientation des publics jeunes ; celui de « l'orientation active », située à la charnière entre enseignement secondaire et enseignement supérieur, et entendue le plus souvent comme une action à la préparation des jeunes bacheliers dans leurs choix de poursuite d'études ;
- un troisième quart évalue les dispositifs d'aide à l'insertion des jeunes, qu'ils soient issus de l'enseignement secondaire ou plus généralement de l'enseignement supérieur ;
- enfin, un dernier quart des évaluations concerne des mesures expérimentales en faveur des jeunes confrontés à de grandes difficultés, à la fois scolaires et sociales. Le spectre des actions évaluées est ici assez large : promotion de la mobilité internationale pour les jeunes scolairement les moins dotés ; remédiation des jeunes en rupture scolaire et/ou sociale ; aide à la construction de projet professionnel ou à la réorientation des jeunes en voie de marginalisation scolaire ou sociale ;

Les expérimentateurs, partenaires du Céreq

Sur l'ensemble des évaluations, une large gamme de partenaires institutionnels - promoteurs des expérimentations - est représentée : une vingtaine d'universités (dont 13 mobilisées par le projet Pec), 3 Conseils régionaux, 3 associations, 2 missions locales et 2 GIP regroupant les acteurs institutionnels du monde de la formation et de l'éducation, une Cité des métiers, un centre hospitalier, un centre régional du CNAM et une agence nationale (ANLCI) dont le projet est mis en œuvre à partir d'une collaboration avec quatre Conseils régionaux de France métropolitaine.

La mise en œuvre

Dans l'échéancier initial indiqué dans les conventions signées, environ la moitié des opérations FEJ conduites par le Céreq doivent s'achever en 2011, l'autre moitié prévoyant la fin des travaux pour 2012. Il est à noter qu'à ce jour :

- deux évaluations se sont achevées au printemps 2011 ; les travaux en sont arrivés à la phase de rédaction du rapport final, selon un « canevas » de restitution transmis par le FEJ ;
- deux opérations d'évaluation ont été définitivement arrêtées, en raison de l'absence de mise en œuvre des expérimentations ;
- quatre opérations devant s'achever en 2011 sont reportées de six à douze mois en 2012.

Le reste des opérations engagées poursuivent leur déroulement comme prévu initialement.

A ce jour, 52 personnes demeurent mobilisées par la mise en œuvre des 27 opérations du FEJ (26 évaluations et l'étude « Evade »), quel que soit leur statut (chargés d'études des centres associés et du Centre à Marseille, directeur de Car, contractuels, vacataires, personnes affectées au travail de coordination et d'animation).

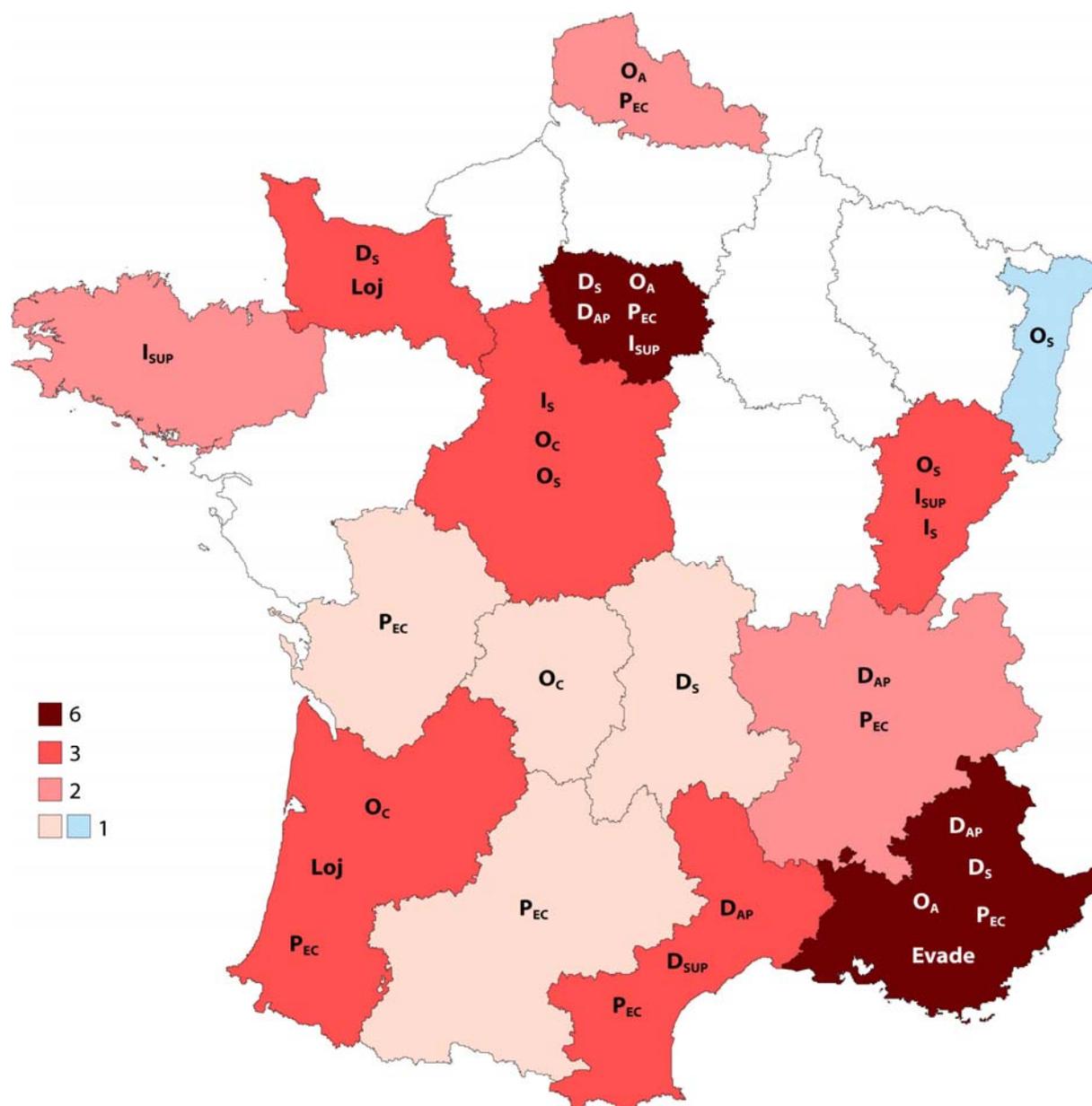
L'implantation régionale et thématique des opérations FEJ du Céreq

Pris dans leur globalité, les évaluations du Céreq couvrent 15 des 22 régions métropolitaines, avec une densité moins grande d'intervention sur la partie nord-est de la France. Île-de-France et PACA sont les deux régions qui enregistrent la plus forte concentration de projets développés (six projets) ; Aquitaine, Basse-Normandie, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon et Aquitaine sont également des espaces régionaux investis, avec la réalisation concomitante de trois évaluations pour chacun d'entre eux.

La distribution des thématiques abordées n'obéit pas à une spécialisation par espaces régionaux ; elles sont variées dans chaque région, en traitant simultanément les questions d'insertion, de décrochage, d'orientation, de remédiation etc.

Il est à noter que deux opérations d'évaluation (référéncées n° 183 et n°68) se déroulent dans plusieurs espaces régionaux, en raison d'une organisation en « réseau » de l'expérimentation : réseaux d'universités dans le premier cas ; de conseils régionaux et CFA dans le second cas. Les autres évaluations renvoient à une expérimentation s'inscrivant dans un seul espace régional. Les deux cartes ci-dessous visualisent le positionnement des opérations d'évaluation du Céreq en région ; la signalétique des évaluations en cours est faite à partir d'une reprise des numéros de convention FEJ. Pour une lecture de la fiche synthétique de chaque opération, se reporter au point II de cette note.

Implantation des opérations FEJ du CEREQ sur le territoire métropolitain, selon le nombre d'opérations par région et la spécification thématique



Sigles des domaines d'action publique abordés par les évaluations :

Oc = Coordination des acteurs de l'AIO ; Oa= Orientation active ; Os= Orientation scolaire dans l'enseignement secondaire ; Dsup= Lutte contre le décrochage dans l'enseignement supérieur ; Dap = Lutte contre le décrochage des jeunes en apprentissage ; Ds = Lutte contre le décrochage dans l'enseignement secondaire ; Isup= Aide à l'insertion des étudiants de l'enseignement supérieur ; Is= Aide à l'insertion des élèves issus de l'enseignement secondaire ; Pec = Projet « Portefeuille d'expériences et de compétences » ; Loj = mesure d'aide au logement pour les jeunes en difficulté ou/et en mobilité ; Evade = étude « Entrées dans la vie active et discriminations ».

Les démarches d'évaluation

Le Céreq met en œuvre les travaux évaluatifs à partir d'une posture générale : celle d'adapter la démarche d'évaluation aux nécessités des expérimentations. Celles-ci se déroulent en effet dans des contextes institutionnels marqués de fortes spécificités, n'ont pas la même finalité ni les mêmes publics-cibles.

Par ailleurs, elles impliquent des dispositifs allant de la mesure expérimentale tentée sur grande échelle, déjà ancrée sur une généralisation, aux microprojets concernant quelques dizaines d'individus, en passant par des actions expérimentales localisées de taille intermédiaire.

Le fait d'être face une très grande hétérogénéité d'actions publiques à prendre en considération a rendu d'emblée improbable la référence à une démarche d'évaluation standardisée, en dépit d'un cadre méthodologique de départ, énoncée en son temps par le conseil scientifique du HCJ, préconisant le recours à la méthode expérimentale basée sur l'assignation aléatoire.

Ainsi, chaque projet a retenu et développé l'approche méthodologique la plus adéquate au regard de l'objet à évaluer :

- 9/26 projets évaluatifs se réfèrent à la démarche « chemin faisant » ou encore nommée « on going » ;
- 5/26 se réfèrent à l'évaluation *ex post* ;
- 5/26 mettent en œuvre une évaluation quasi-expérimentale ;
- 2/26 réalisent une évaluation *ex ante* ;
- 2/26 se réfèrent au modèle « pur » de randomisation, avec une mise en œuvre concrète pour l'un, des obstacles importants à la réalisation pour l'autre ;
- 3 projets évaluatifs se regroupent par le fait de proposer une posture originale et distincte pour chacun : l'un est dans une démarche de production de connaissances et non d'évaluation ; l'autre se situe dans la lignée de la recherche-action ; le troisième, dans l'approche « compréhensive » de bonnes pratiques.

Les méthodes

Comme cela a été souligné précédemment, le choix des méthodes n'est pas standard. Il est adapté à la nature, aux objectifs de l'expérimentation et au type de démarche évaluative retenue. Dans les grandes lignes, les choix de méthode peuvent se résumer de la façon suivante :

- un peu moins de la moitié des projets font appel à une approche qualitative d'observation, au moyen des techniques d'entretiens semi-directifs auprès des responsables de l'expérimentation et, pour la plupart des évaluations concernées, conjointement auprès des publics bénéficiaires (entretiens individuels approfondis, analyse biographique etc.) ;
- un peu plus de la moitié des 26 évaluations ont recours à des approches quantifiées par voie d'enquêtes (réalisées par divers moyens, dont Internet, voie téléphonique ou passation directe de questionnaires) auprès d'échantillons de taille significative. Sur ce registre, plusieurs points sont à noter :

- plus de la moitié de ces enquêtes à caractère statistique repose sur un double échantillonnage (bénéficiaires et non bénéficiaires) ;
 - prises dans leur ensemble, ces approches quantifiées sont, dans deux tiers des cas, complétées par des enquêtes par entretiens semi-directifs auprès des responsables de l'expérimentation et/ou des publics et/ou associées à une analyse du jeu des acteurs. Sur ce dernier point, trois évaluations sur 26 objectivent cette analyse par recours aux sociogrammes ;
 - des enquêtes de satisfaction des bénéficiaires sont entreprises dans moins d'un tiers des cas ;
 - plus nombreux sont les cas de mise en œuvre d'un suivi longitudinal des publics-cible, qu'il soit effectué dans le cadre d'une évaluation quasi-expérimentale ou comme seule méthode choisie et développée. L'approche longitudinale, présente dans environ 2/5 des évaluations, constitue un point fort du Céreq en méthode d'analyse d'impact.
- enfin, il convient de souligner que dans plus d'un tiers des projets, la méthode d'évaluation a dû être modifiée par rapport à celle proposée initialement, pour motifs divers (absence de base de données prévue pour traitement, faiblesse des effectifs entrés dans le dispositif expérimental, obstacles à la passation des questionnaires etc.). Dans les cas de figure, ces modifications ont fait l'objet d'une validation par les acteurs impliqués dans l'expérimentation et d'une approbation scientifique par le FEJ.

Questions d'évaluation en débat

Au cours des processus évaluatifs, un certain nombre de questions se sont posées, telles que :

- la production d'informations ou les diagnostics *ex ante* sont-ils à considérer comme une évaluation ? A quelles conditions le processus évaluatif peut-il être installé dans le cas d'opérations où l'on ne distingue plus trop nettement la frontière entre « études » et évaluation ?
- les enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires offrent-elles la même qualité par rapport à un jugement évaluatif qui serait conçu « en extériorité » ?
- dans le même ordre d'idée, les résultats d'enquêtes auprès des acteurs impliqués dans l'expérimentation peuvent-ils (et à quelles conditions) être des éléments d'évaluation ? Quel statut reconnaître ou donner à ce qui pourrait apparaître dans ce cas comme de « l'autoévaluation », et quelle posture de l'évaluateur cela suppose-t-il au préalable pour objectiver les résultats ?
- le suivi longitudinal entrepris dans le cadre d'une évaluation quasi-expérimentale change-t-il la nature de ce suivi et crée-t-il de nouvelles conditions méthodologiques à sa réalisation ? Inversement, en quoi le recours au longitudinal transforme-t-il les bases méthodologiques du quasi-aléatoire ? Il y a-t-il compatibilité dans la façon de concevoir la notion de temps et de « chronologie » : avant/après pour l'approche expérimentale ; suivi « tout du long » pour le longitudinal ?

- comment assoir la validité des résultats d'une évaluation quasi-expérimentale qui ne porte que sur de très faibles échantillons de bénéficiaires et de non bénéficiaires ?
- quelle méthode pour contrôler au mieux la déperdition des effectifs en suivi de cohorte ?

Ces questionnements ont stimulé la réflexion des équipes du Céreq sur la méthode expérimentale et plus largement sur la démarche d'évaluation de l'action publique. Ce travail collectif permet aujourd'hui une accumulation de connaissances très utiles pour forger et promouvoir à plus long terme une « approche Céreq » de l'évaluation des politiques publiques en matière d'orientation, d'éducation et d'insertion des jeunes. Située au croisement entre les analyses quantitative et qualitative, cette approche vise ainsi dépasser les oppositions traditionnelles entre les deux précédentes pour créer en quelque sorte une « voie du milieu » dans la définition de la posture et de la démarche de l'évaluateur.

2. DESCRIPTION INDIVIDUELLE DES OPÉRATIONS FEJ DU CÉREQ

Les vingt-huit fiches suivantes tentent une synthèse des éléments de connaissance³ pour chacun des projets en cours. Elles sont bien sûr perfectibles et à actualiser régulièrement en fonction de la progression des chantiers évaluatifs.

Pour chaque projet sont indiqués :

- son intitulé
- la région concernée
- le domaine visé
- le thème traité, les objectifs poursuivis par l'expérimentation
- les noms du porteur et de l'évaluateur
- les objets sur lesquels porte l'évaluation
- la posture et la méthode adoptées
- des observations sur le déroulé de l'évaluation et les éventuels obstacles rencontrés.

Elles sont classées par région et précédées d'un tableau récapitulatif qui permet, pour chaque projet, de se référer au site du FEJ sur lequel sont téléchargeables l'intégralité des rapports disponibles.

³ Les commentaires de la rubrique « Observations » des fiches reflètent la lecture de l'auteur des notes et des comptes rendus d'exécution.

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES OPÉRATIONS CONDUITES PAR LE CÉREQ ET LES CENTRES ASSOCIÉS

Région	Thème FEJ	Intitulé du projet	Domaine	Objectif/contenu/thème	Porteur	Evaluateur
N°181 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=395						
Aquitaine	Orientation	Aquitaine Cap Métiers (ACM)	Coordination des acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle	Articuler et mettre en commun les ressources en information sur l'offre de formation, les métiers, l'emploi, les services d'accueil et d'accompagnement à l'orientation	Association ACM	CAR ⁴ de Bordeaux
N°239 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=416						
Aquitaine	Logement	Accès des jeunes au logement	Jeunes en mobilité et hébergement	Mettre en place un réseau d'hébergement en chambres chez les particuliers pour les jeunes contraints à une forte mobilité par leur formation afin d'éviter les risques de décrochage scolaire.	Conseil régional Aquitaine	CAR de Caen
N°391 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=467						
Auvergne	Décrochage scolaire	Prévenir le décrochage scolaire et organiser les collaborations pour suivre les décrocheurs	Enseignement secondaire et décrochage scolaire	Mettre en place une application informatique par la MGI en partage avec d'autres partenaires en vue de recenser les élèves décrocheurs dont le dossier est ensuite examiné par les cellules de veille éducative (CVS)	GIP Auvergne	CAR de Caen
N°29 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=344						
Basse-Normandie	Logement	Déploiement de l'activité de l'association « Lien » à l'échelle du territoire Bas-Normand	Logement intergénérationnel	Expérience du logement intergénérationnel, visant le rapprochement de la demande des seniors et des juniors par l'intermédiaire de l'association	Association « Lien »	CAR de Caen
N°331 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=443						
Basse-Normandie	Orientation	Ambassadeurs métiers/formation/VAE	Orientation scolaire et professionnelle	Organiser la rencontre et les échanges entre les milieux professionnels et les jeunes scolarisés ou en rupture du système éducatif.	Conseil régional Basse-Normandie	CAR de Bordeaux
N°494 – http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=512						
Basse-Normandie	Décrochage	Lutter contre le décrochage	Enseignement secondaire	Repérer et accompagner les jeunes décrocheurs des établissements de formation de l'Education nationale, Agriculture et CFA du secteur public et privé.	GIP FCIP Basse-Normandie	CAR de Caen

⁴ Centre associé régional

Région	Thème FEJ	Intitulé du projet	Domaine	Objectif/contenu/thème	Porteur	Evaluateur
N°111 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=368						
Bretagne	Insertion professionnelle	Sciences Insert (Univ insert sciences)	Enseignement sup.	Création d'un cluster de compétences, d'une interface multiservices entre entreprises et étudiants et co-construction d'outils d'aide à l'insertion professionnelle adaptés aux étudiants.	Université de Rennes 1	CAR de Rennes
N°389 – Lien site du FEJ : http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=466						
Bretagne	Insertion professionnelle	Les appreneuriales : je pense donc j'agis !	Enseignement sup.	Méthode innovante de l'alternance pour jeunes étudiants et stagiaires. Créer les conditions d'une plus grande proximité en cours d'études avec les entreprises.	Université de Bretagne Sud	CAR de Rennes
N°452 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=493						
Centre	Décrochage scolaire	Assure ton année !	Enseignement secondaire	Accompagnement individualisé des jeunes sans solution de formation, d'emploi, à cause de « mauvaises » orientations, visant à (re)définir un projet scolaire ou professionnel en adéquation avec leurs aspirations	Conseil régional Centre	CAR de Caen
N°454 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=494						
Centre	Orientation	Etoile +	Acteurs locaux de l'insertion	Instauration d'une coordination en réseau entre acteurs locaux de l'orientation, de l'emploi et de la formation.	Conseil régional Centre	CAR de Bordeaux
N°455 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=495						
Centre	Insertion professionnelle	Visa compétences Jeunes Centre	Enseignement secondaire	Formation individualisée ouverte à tout jeune de niveau IV et plus, mise en valeur des compétences, rédaction de CV, clarification d'un projet professionnel ou préparation d'entretiens d'embauche.	Conseil régional Centre	CAR de Caen
N°120 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=371						
Franche-Comté	Insertion professionnelle	Le temps des talents	Enseignement supérieur	Aide à l'insertion des étudiants non admis aux concours des carrières de l'enseignement	BAIP de l'université de Franche-Comté	CAR de Besançon
N°168 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=388						
Franche-Comté	Orientation	Salon permanent des métiers	Collège, processus d'orientation scolaire	Elargir et décloisonner l'offre d'orientation scolaire par une intégration de l'action des acteurs locaux de l'AIO	MIFE90 – Cité des métiers	CAR de Besançon
N°412 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=475						
Franche-Comté	Mobilité internationale	Aide à la mobilité pour les jeunes	Mobilité intern. des jeunes en apprentissage ou peu diplômés	Actions diversifiées favorisant la mobilité internationale des jeunes les plus faiblement dotés scolairement	Mission locale Grand Besançon	CAR de Besançon

Région	Thème FEJ	Intitulé du projet	Domaine	Objectif/contenu/thème	Porteur	Evaluateur
N°301 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=437						
Île-de-France	Décrochage scolaire	Ateliers pédagogiques de Nanterre	Remobilisation des jeunes à la vie scolaire	Remobilisation des jeunes à la vie scolaire via des activités pédagogiques (adolescents déscolarisés ou en voie de rupture scolaire)	Centre hospitalier Théophile Roussel	CAR de Caen
N°341 - Opération interrompue						
Île-de-France		DEFI – Accompagnement vers l'emploi des sortants de l'université	Enseignement supérieur	Accompagner les étudiants rencontrant des difficultés à accéder à un emploi.	Universités de Paris Est Marne la Vallée et Paris Est Créteil	Céreq
N°353 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=453						
Île-de-France	Décrochage scolaire	Professionnalisation de la lutte contre le décrochage scolaire	Enseignement secondaire	Professionnaliser les personnels des équipes éducatives à la détection des risques de décrochage scolaire des élèves et à la recherche de solution individualisées.	Rectorat de Créteil	CAR de Paris
N°478 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=503						
Île-de-France	Orientation	Approfondir le dispositif d'orientation active	Transition enseignement secondaire → supérieur	Engager une orientation active dès la classe de 1 ^{ère} afin de lutter contre les échecs en première année universitaire.	Université de Marne la Vallée	CAR de Bordeaux
N°485 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=506						
Languedoc-Roussillon	Décrochage universitaire	Alternance et accompagnement individualisé des jeunes décrocheurs de l'enseignement supérieur	Enseignement supérieur et réorientation par l'alternance	Dispositif pour les étudiants décrocheurs avec bilan et réorientation rapide et suivi éventuel de formation CNAM.	CNAM Languedoc-Roussillon	CAR de Montpellier
N°335 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=444						
Limousin	Orientation	Offre régionale d'accompagnement dans l'orientation des jeunes	Orientation scolaire et professionnelle	Améliorer par la mutualisation des ressources et le partenariat entre structures AIO la couverture régionale des prestations, afin de garantir un égal accès des chances à l'information et à l'aide à l'orientation	CRIJ Limousin	CAR de Bordeaux
N°200 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=404						
Nord-Pas-de-Calais	Orientation	Demain l'université	Transition enseignement secondaire → supérieur	Orientation des élèves de 1 ^{ère} et terminale vers les filières du supérieur et identification des risques de décrochage	Universités de Lille 1, Lille 2 et Lille 3	CAR de Lille

Région	Thème FEJ	Intitulé du projet	Domaine	Objectif/contenu/thème	Porteur	Evaluateur
N°164 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=386						
PACA	Orientation	Hippocampe (S)	Transition enseignement secondaire → supérieur pour les filières S	Stages d'immersion dans un campus universitaire pour sensibiliser les jeunes lycéens aux métiers de la recherche fondamentale	Association « Tous chercheurs » de l'INMED/INSERM	Céreq et CAR de Bordeaux
N°359 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=457						
PACA	Décrochage scolaire	Accompagnement partenarial des itinéraires personnalisés d'accès à la qualification (APIPAQ)	Les jeunes sans qualification	Repérage et accompagnement vers une voie de qualification des jeunes en risque d'interruption des études ou les ayant effectivement interrompues en cours de cycle	Mission locale de Marseille	Céreq
N°415 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=476						
PACA	Décrochage scolaire	Repérage des décrocheurs et des sortants sans diplôme du système éducatif	Enseignement secondaire	Prévenir le décrochage scolaire et organiser les collaborations pour suivre les décrocheurs	Rectorat d'Aix-Marseille	Céreq
N°68 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=356						
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Île-de-France, NpdC, Poitou-Charentes PACA Rhône-Alpes LR	Insertion professionnelle	Portefeuille d'expériences et de compétences (PEC)	Enseignement supérieur niveau L	Expérimentation d'outil numérique de valorisation des parcours de formation et des parcours professionnels pour l'étudiant.	Université de Toulouse 3 (avec regroupement de 13 universités ayant chacune un correspondant PEC)	CAR de Toulouse, en collaboration avec Bordeaux, Grenoble, Lille, Paris et Rennes.
N°183 - http://www.experimentationsociale.fr/spip.php?page=article&id_article=396						
Île-de-France Rhône-Alpes PACA Languedoc-Roussillon	Alternance	La maîtrise des savoirs de base comme facteur de sécurisation des parcours des apprentis	Apprentissage (enseignement secondaire)	Consolider les savoirs de base	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme	Céreq

AQUITAINE CAP MÉTIERS (ACM)

Région :	Aquitaine
Domaine :	Coordination des acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle
Thème :	Articuler et mettre en commun les ressources en informations sur l'offre de formation, les métiers, l'emploi, les services d'accueil et d'accompagnement à l'orientation
Porteur :	Association ACM
Evaluateur :	Car de Bordeaux

Glissement (de six à 12 mois) de l'achèvement de l'opération prévue initialement en 2011 et reportée en 2012 en raison de retard dans l'expérimentation

Objets d'évaluation

L'éclairage du processus de coordination et l'appréciation de ses effets réflexifs sur les acteurs régionaux.

Cinq supports d'observation : (i) le portail internet fédérant les usagers de ACM (ii) la plateforme téléphonique informant les publics (iii) le réseau de sites d'informations sur les métiers (iv) les actions de perfectionnement des professionnels de l'AIO, de la formation et de l'emploi (v) le système centralisé de prescription en ligne des formations destinées aux demandeurs d'emploi.

Posture

Observations « on going » ayant pour visée de renseigner les décideurs sur l'action expérimentale conduite et de les accompagner dans la démarche.

Méthode

Enquête qualitative par entretiens semi-directifs auprès des institutionnels impliqués et des publics concernés. Enquêtes de satisfaction envisagées auprès des bénéficiaires du réseau d'une part et d'un échantillon de stagiaires de la formation professionnelle pour recueillir leur jugement sur la qualité des prescriptions délivrées d'autre part. Enquête auprès des professionnels de la formation ayant bénéficié des actions de perfectionnement d'ACM.

Observations et questions en débat

- retard dans l'installation du portail Internet et du réseau de sites ayant retardé les observations prévues ;
- jusqu'à quel point la production d'informations visant à apporter un éclairage sur la mise en œuvre des dispositifs peut-elle être assimilée à un processus d'évaluation ?
- les enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires peuvent-elles être un instrument « objectif » de mesure d'impact, et si oui à quelles conditions ?

ACCÈS AU LOGEMENT DES JEUNES

Région :	Aquitaine
Domaine :	Jeunes en mobilité et hébergement
Thème :	Mise en place d'un réseau d'hébergement en chambres chez les particuliers à bon marché pour les jeunes contraints à une forte mobilité par leur formation afin d'éviter les risques de décrochage scolaire
Porteur :	Conseil régional d'Aquitaine
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Impact de l'accès au logement de proximité sur l'entrée en formation, l'assiduité scolaire et l'insertion professionnelle.

Efficacité du dispositif expérimental de mise en relation de l'offre et de la demande de logement.

Posture

Démarche d'évaluation *ex post*.

Méthode

Évaluation qualitative (échantillon de 46 jeunes et 40 propriétaires), dont analyse de satisfaction et impact final sur le bénéficiaire.

Analyse par sociogrammes de la mobilisation partenariale des acteurs de terrain ainsi que des outils de sélection des bénéficiaires et des zones, à partir d'entretiens semi-directifs des responsables impliqués.

Analyse des modes de constitution de l'offre de logement.

Analyse de l'impact de la mesure sur le parcours du jeune (guide d'entretiens individuels), complétée d'entretiens avec la famille ; appréciation du degré de satisfaction du « logé » et du « logeur ».

Observations et questions en débat

- abandon du volet quantitatif de l'évaluation au vu de la faiblesse des échantillons concernés avec maintien néanmoins de l'analyse typologique de territoires de l'ensemble de l'offre régionale sur la base des données récentes du recensement de l'Insee.
- quelles adaptations de la méthode d'évaluation, notamment qualitative, et quelles conditions de jugement évaluatif final sur la généralisation de l'expérimentation à partir de données produites sur un échantillon très restreint ?

**PRÉVENIR LE DECROCHAGE SCOLAIRE ET ORGANISER LES COLLABORATIONS POUR
SUIVRE LES JEUNES DECROCHEURS ET LES JEUNES SORTIS DU SYSTÈME SCOLAIRE
DEPUIS MOINS D'UN AN**

Région :	Auvergne
Domaine :	Enseignement secondaire et décrochage scolaire
Thème :	Mise en place d'une application informatique par la MGI en partage avec d'autres partenaires (établissements scolaires, CIO et Missions locales) en vue de recenser les élèves décrocheurs dont le dossier est ensuite examiné par des cellules de veille éducative (CVE) pour recherche d'issues plus positives. L'expérimentation teste la viabilité de partenariats élargis, notamment avec les CFA, l'enseignement agricole et la protection judiciaire.
Porteur :	GIP Auvergne
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Les effets de l'application commune de la MGI.

L'efficacité des CVE.

Posture

Evaluation par suivi longitudinal accompagnée d'une analyse qualitative.

Méthode :

Enquête quantitative auprès de deux groupes de jeunes (passés par les CVE d'une part et passés par une CVE standard d'autre part) afin de comparer leurs parcours à partir d'un recueil de données longitudinales : passé scolaire et parcours depuis le passage en CVE via l'application MGI, « Parcours 3 » et la base Elève. Une enquête par questionnaire auprès des jeunes renseigne sur leur situation depuis la première sortie du système éducatif et sur leur orientation scolaire.

Enquête qualitative sur la coordination des acteurs, avec un découpage de l'académie en zone test et zone témoin.

Enquête sur l'efficacité des actions de prévention du décrochage, avec bilan quantitatif des actions conduites et analyse des parcours individuels des jeunes.

Observations et questions en débat

- problème de repérage des décrocheurs de même nature que l'évaluation n°415. Sur 1041 jeunes enregistrés dans l'application MGI, un quart ne se retrouvent dans aucune base à exploiter, par erreur technique ? Par le fait qu'ils sont primo-arrivants ou décrocheurs de longue date ?

DÉPLOIEMENT DE L'ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION « LIEN » A L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE BAS-NORMAND

Région :	Basse-Normandie
Domaine :	Logement intergénérationnel
Thème :	Expérience du logement intergénérationnel, visant le rapprochement de la demande des seniors et des juniors par l'intermédiaire de l'association
Porteur :	Association « Lien »
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Les effets de l'expérimentation du logement intergénérationnel, développé à titre expérimental à Caen. Le but est de porter un jugement sur son extension à la région Basse-Normandie.

Posture

Recherche-action, avec transmission des conclusions intermédiaires au porteur de projet pour améliorer si besoin la mesure.

Méthode

Traitement statistique des dossiers d'inscription

L'approche quantitative a été modifiée : au départ était prévue la saisie de 150 dossiers papier et une exploitation des dossiers d'inscription jeunes et seniors. Ces sources sont numériquement trop faibles pour rendre possible un traitement statistiquement significatif. Seule est conservée pour tester la pertinence d'une généralisation en Basse-Normandie de ce dispositif une analyse quantitative basée sur une typologie de territoire de l'offre et de la demande d'hébergement (base Insee recensement de la population).

L'enquête auprès des bénéficiaires et des acteurs s'effectue par entretiens semi-directifs auprès des jeunes et des seniors. Sur ce registre, le protocole d'évaluation est conçu en deux temps :

- phase 1 : mettre en évidence les critères et les conditions du rapprochement entre un senior et un junior ;
- phase 2 : interrogation des bénéficiaires, juniors et seniors par entretien semi-directifs. a) le but est de déterminer les raisons qui les ont conduits au logement intergénérationnel b) et d'analyser les conséquences de l'expérimentation sur le parcours des jeunes et sur le maintien à domicile des seniors.

Observations et questions en débat

- quelles conditions d'objectivation des données en vue d'une analyse de l'impact sur les bénéficiaires finaux ?

AMBASSADEURS MÉTIERS FORMATION VAE

Région :	Basse-Normandie
Domaine :	Orientation scolaire et professionnelle
Thème :	Organiser la rencontre et les échanges entre les milieux professionnels et les jeunes scolarisés ou en rupture du système éducatif par l'action d'ambassadeurs métiers-formation sur le territoire régional. Cette action est soutenue par un partenariat tripartite conseil régional, rectorat et branches professionnelles
Porteur :	Conseil régional de Basse-Normandie
Evaluateur :	Car de Bordeaux

Glissement (de six à 12 mois) de l'achèvement de l'opération prévue initialement en 2011 et reportée en 2012 en raison de retard dans l'expérimentation

Objets d'évaluation

Eclairage sur le processus de coordination entre les différents acteurs, réseaux d'informations et d'orientation.

Appréciation de l'impact de ce processus sur les pratiques des acteurs en région.

Recueil de données sur la perception du dispositif par les bénéficiaires, accompagné d'une typologie des publics ayant participé à l'expérimentation.

Posture

Evaluation « on going » avec posture participative.

Méthode

Qualitative par entretiens semi-directif et observations directes lors de réunions partenariales.

Grille d'entretien à destination des « structures relais ».

Questionnaires à destination des bénéficiaires (publics-cibles) remplis par ces derniers à partir d'un lien disponible sur le site « Ambassadeurs » (dont la gestion implique le conseil régional ?) pour recueillir leur point de vue.

Observations et questions en débat

- l'impact de l'expérimentation sur les pratiques des acteurs parties prenantes de sa mise en œuvre est-elle de l'auto-évaluation et de quelle manière l'objectiver dans le jugement évaluatif final ?
- exemple de projet évaluatif proposant la mise en place d'outils facilitant le partage de connaissances ;
- de quelle façon se mettra en œuvre l'objectivation des modalités d'entrée dans le dispositif et quel rôle tiendra chaque partenaire dans ce processus de décision ?

LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE

Région :	Basse-Normandie
Domaine :	Enseignement secondaire
Thème :	Repérage et accompagnement des jeunes décrocheurs des établissements de formation de l'Education nationale, Agriculture et CFA du secteur public et privé par l'établissement d'un partenariat entre le conseil régional bas-normand, la DRAAF, la DRTEFP et le rectorat de Caen.
Porteur :	GIP FCIP Basse-Normandie
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Le dispositif organisationnel de coordination mis en place pour l'action expérimentale.

Les effets produits par le dispositif sur le public visé.

Posture

Evaluation « on going ».

Méthode

Absence de possibilités de constituer un double échantillonnage pour une analyse quantitative. La démarche évaluative se reporte sur :

(i) l'étude qualitative des partenariats, avec un suivi de la coopération entre acteurs concernés (Région, CFA, ministère de l'Agriculture, DIRRECTE, Missions locales et acteurs du monde éducatif dont établissements scolaires, PTSSQ, MGI, SAIO, SIAC) ;

(ii) la réflexion méthodologique du repérage des décrocheurs ;

(iii) la construction d'indicateurs du décrochage : une mise au point d'indicateurs sur base d'une saisie en flux continu et en temps réel des décrocheurs (source SCOMET enrichie d'informations ponctuelles sur les ruptures d'études par les autres acteurs) suivis après leur signalement, le traitement consistant à comparer les entrants décrocheurs. Un autre complément à un outil national est l'élaboration d'une matrice en aval, avec une analyse des évolutions dans le repérage des décrocheurs allant (ou non) vers une plus grande précision ;

(iv) l'élaboration d'une typologie de zones d'emploi (sur l'ensemble de la France) aidant à anticiper les contextes socio-économiques les plus défavorables aux jeunes, affinée par l'amorce d'une typologie centrée sur les conditions de vie des familles et leur niveau de revenu.

Observations et questions en débat

- réduction par le ministère (?) de la durée initiale du projet avec une extension de l'expérimentation à l'ensemble de la région ;
- exemple d'adaptation d'une méthode évaluative face aux changements de l'expérimentation.

SCIENCES INSERT

Région :	Bretagne
Domaine :	Enseignement supérieur (master en sciences-technologie et santé)
Thème :	Création d'un cluster de compétences, d'une interface multiservices entre entreprises, étudiants, société et co-construction d'outils d'aide à l'insertion professionnelle adaptés aux étudiants spécifiques du master STS.
Porteur :	Université de Rennes 1 (service Orientation Information Entreprise)
Evaluateur :	Car de Rennes – CREM CNRS université de Rennes 1

Objets d'évaluation

Evolution de l'acculturation à la problématique de l'insertion des étudiants de master STS avec une mesure des effets de l'expérimentation sur leurs parcours académiques et professionnels.

Posture

Evaluation au plus près de la chaîne réalisations-résultats.

Méthode

Evaluation *ex post* des effets sur la population étudiante avec recours à une enquête longitudinale ; enquête auprès des acteurs avec définition de l'arbre des objectifs, construction du sociogramme des acteurs et validation des chaînes de valeur ou logigrammes.

2 vagues d'enquêtes de suivi longitudinal ont été prévues (avant et après les réalisations) :

- 1^{ère} vague : 1^{ère} interrogation des étudiants en M1 et M2 en t0 avant l'expérimentation (automne 2010), 2^{ème} interrogation en t1 après la 1^{ère} année d'interrogation (printemps 2011), et 3^{ème} interrogation en t2 après la 2^{ème} année d'expérimentation pour les M1 ou 6 mois après l'obtention du diplôme pour les M2 (printemps 2012)
- 2^{ème} vague : 1^{ère} interrogation des M1 en t0 avant l'expérimentation (automne 2011) et 2^{ème} interrogation en t1 après la 1^{ère} année d'interrogation (printemps 2012)

L'enquête complémentaire auprès des acteurs : elle s'appuie sur des questionnaires ou entretiens auprès des acteurs impliqués par l'expérimentation (formateurs, responsables de TD, porteurs du projet, correspondants Sciences insert dans les UFR). Pour ce qui est de la population étudiante interrogée, les données collectées par requête en ligne seront complétées par une série d'entretiens téléphoniques ou en face à face avec les bénéficiaires. La présence au forum des Masters scientifiques de l'évaluateur constitue aussi une situation d'observation (actions des SUIO notamment). Une enquête auprès des représentants d'entreprises est envisagée, avec analyse des représentations, des pratiques et des positionnements des acteurs (coopération/adhésion).

Observations et questions en débat

- mise en évidence de difficultés dans la réalisation de l'enquête longitudinale de suivi des étudiants ;
- analyse de la suggestion de redéploiement de l'évaluation vers une fonction d'accompagnement des responsables impliqués.

LES APPRENEURIALES : JE PENSE DONC J'AGIS

Région :	Bretagne
Domaine :	Enseignement supérieur (deux territoires d'expérimentation : licences lettres modernes et anglais à l'université de Bretagne Sud et licences STAPS à l'université de Rennes 2)
Thème :	Méthode innovante d'alternance pour les jeunes étudiants et stagiaires pour créer les conditions d'une plus grande proximité en cours d'études avec les entreprises, en vue de faciliter leur insertion.
Porteur :	ADEFOPE, service de formation continue de l'université de Bretagne Sud UBS.
Evaluateur :	Car de Rennes, CREM université de Rennes 1.

Objets d'évaluation

Formulation de critères d'amélioration au fur et à mesure de l'avancement du projet.

Analyse des pratiques et mesure des résultats des premières actions.

Posture

Evaluation « on going », sur les process de mise en œuvre et les premiers résultats imputables aux réalisations.

Méthode

Reconstitution de l'arbre des objectifs.

Constitution du sociogramme des acteurs au vu de la mise en œuvre réelle

Constitution des logigrammes au vu des théories de l'action et des chaînes de valeur proposées.

Etat des lieux des réalisations passées en matière de développement de l'alternance et de coopération effective avec les entreprises, par entretiens approfondis avec les partenaires concernés.

Entretiens réguliers avec les principales parties prenantes de l'expérimentation (services de formation continue, SUIO-IP, partenaires professionnels, direction UFR, responsables licences).

Interrogation longitudinale des étudiants bénéficiaires et non bénéficiaires : second semestre 2010 (t0) puis printemps 2011 (t1).

Entretiens téléphoniques ou en face à face avec les étudiants bénéficiaires des formes d'alternance.

Observations et questions en débat

- décalage dans le temps des actions expérimentales prévues (retard d'un semestre) ;
- nombre insuffisant d'étudiants bénéficiaires (moins d'une quinzaine sur les deux territoires la première année), nécessitant le recours à des entretiens semi-directifs.

ASSURE TON ANNÉE !

Région :	Centre
Domaine :	Enseignement secondaire
Thème :	Accompagnement individualisé des jeunes sans « solutions » de formation ou d'emploi à cause de « mauvaises » orientations, visant à (re) définir un projet scolaire ou professionnel en adéquation avec leurs aspirations
Porteur :	Conseil régional de la région Centre
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Mesure des effets du dispositif sur le public visé en comparant groupe test et groupe témoin.

Mesure des effets du dispositif sur le territoire et sur le devenir des jeunes concernés, notamment par les taux de réorientation vers la voie scolaire, l'apprentissage, vers un contrat de professionnalisation ou une formation alternée.

Apprécier l'efficacité d'un dispositif de coordination original.

Posture

Evaluation quasi-expérimentale avec approche qualitative de la coordination des acteurs.

Méthode

Constitution des groupes test et groupe témoin (120 individus) non encore finalisée début 2011.

Enquête *ad hoc* par questionnaires auprès des jeunes du groupe test et du groupe témoin pour une reconstruction de leur parcours scolaire, leurs processus d'orientation et les aides dont ils ont pu bénéficier.

Enquête qualitative auprès des acteurs pour estimer le fonctionnement de la coordination des acteurs, par observation *in situ* lors de réunions et par entretiens semi-directifs.

Observations et questions en débat

- retard pris dans la réalisation des enquêtes en raison de contraintes institutionnelles et politiques en région ainsi que de transmission plus longue que prévue des bases de données.
- schéma de mise en œuvre de l'évaluation quasi-identique à celui de l'évaluation n° 455. Peut-il constituer l'esquisse d'une méthode qualitative « généralisée » pour aborder les questions évaluatives de la construction des parcours et des processus d'orientation ?

ÉTOILE +

Région :	Centre
Domaine :	Acteurs locaux de l'orientation
Thème :	Instauration d'une coordination en réseau entre acteurs locaux de l'orientation, de l'emploi et de la formation, par création notamment du site collaboratif « Etoile » incluant les têtes de réseaux régionaux délivrant un service d'AIO.
Porteur :	Conseil régional de la région Centre
Evaluateur :	Car de Bordeaux

Glissement (de six à 12 mois) de l'achèvement de l'opération prévue initialement en 2011 et reportée en 2012 en raison de retard dans l'expérimentation

Objets d'évaluation

Impact du dispositif Etoile sur le niveau et la qualité de la coopération des acteurs de l'AIO sur le territoire régional, par l'analyse de :

- la cohérence interne du projet et son inscription dans le contexte régional ;
- la mobilisation des acteurs dans les actions à conduire ;
- les effets du soutien aux actions innovantes sur une dynamique régionale de coopération ;
- la qualité de l'accompagnement aux porteurs locaux ;
- les conditions pour pérenniser cette démarche de coordination.

Posture

Evaluation « on going » de nature qualitative.

Méthode

Enquêtes qualitatives par collecte de données de base, par la préparation des entretiens semi-directifs auprès du porteur de projet, de ses partenaires, des têtes de réseaux régionaux participantes, et par l'observation des comités de pilotage successifs notamment pour analyser les conditions de sélection des microprojets (développement infrarégional de l'expérimentation) et la mise en œuvre des actions de professionnalisation des intervenants de l'AIO.

Observations et questions en débat

- exemple d'une évaluation qui se déroule dans une région où les décideurs et les acteurs sont sensibilisés et adhérents aux démarches d'évaluation ;
- schéma de mise en œuvre de l'évaluation identique à celui de l'évaluation n° 335 portant également sur la coordination des intervenants de l'AIO. Peut-il constituer l'esquisse d'une méthode qualitative « généralisée » pour aborder les questions évaluatives des processus de coordination entre acteurs ?

VISA COMPÉTENCES JEUNES CENTRE

Région :	Centre
Domaine :	Enseignement secondaire (niveau IV et plus)
Thème :	Formation individualisée ouverte à tout jeune de niveau IV et + souhaitant entrer dans la vie active, aidant à la mise en valeur des compétences, à la rédaction de CV, à la clarification d'un projet professionnel ou à la préparation d'entretiens d'embauche
Porteur :	Conseil régional de la région Centre
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Les effets du dispositif sur le public bénéficiaire en le comparant à un public semblable non bénéficiaire dans la même région.

La qualité du parcours du jeune et son devenir à la suite de la formation Visa Compétences Jeunes.

Posture

Evaluation quasi-expérimentale avec enquête longitudinale.

Méthode :

Enquête longitudinale auprès des bénéficiaires : cinq cohortes faisant l'objet de trois interrogations chacune. Le premier questionnaire s'organise autour de trois séries de questions : le niveau de formation ; la situation détaillée avant et après l'entrée dans la formation ; les attentes vis-à-vis de cette formation. Les deuxième et troisième questionnaires sont passés six mois après le premier et concerne le registre des formations reprises.

Le groupe témoin est constitué à partir des données fournies par les Missions locales. Celles de Pôle Emploi sont en attente de transmission.

Observations et questions en débat

- négociation délicate avec les fournisseurs de données nominatives de tous les demandeurs d'emploi ;
- recherche d'une maximisation du nombre de répondants pour accroître le plus possible la pertinence des traitements statistiques ;
- côté expérimental, se pose le problème de la validation des formations Visa Compétences suivies par les jeunes.

LE TEMPS DES TALENTS

Région :	Franche-Comté
Domaine :	Enseignement supérieur (licence 3 et master 2 promotion « classique » et UIFM)
Thème :	Aide à l'insertion des étudiants non admis aux concours des carrières de l'enseignement
Porteur :	BAIP de l'Université de Franche-Comté
Evaluateur :	Car de Besançon

Objets d'évaluation

Etude d'impact.

Posture

Evaluation *ex post* qui après fortes modifications du protocole devient évaluation *ex ante*, complétée par des entretiens auprès des bénéficiaires, porteurs et partenaires du projet.

Méthode

Initialement : enquête par questionnaire en ligne auprès de 30 étudiants-cibles et 30 témoins de licence 3 et master 2 de l'université de Franche-Comté non admis aux concours la première année, 150 en deuxième année et 200 en troisième.

Après la « mastérisation » des formations UIFM, l'expérimentation est modifiée (action préventive de recherche alternative d'emploi pour offrir une solution de repli en cas d'échec au concours), l'évaluation également. Les cohortes « classiques » sont abandonnées au profit d'un suivi des élèves s'étant présentés au concours (80 étudiants de master 2 ayant échoué au concours de septembre 2010)

Observations et questions en débat

Cas emblématique d'un projet confrontés à plusieurs types de difficultés :

- retard de l'expérimentation qui implique une révision à la baisse des effectifs à considérer. Les traitements statistiques envisagés pour la première année d'enquête auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires deviennent non significatifs ;
- manque de décisions consensuelles pour livrer à l'évaluateur les données, avec néanmoins une bonne coopération avec l'Ofve de l'université ;
- l'évaluation quasi-expérimentale pose des problèmes d'éthique (groupe de bénéficiaires et de non bénéficiaires), qui ont abouti à une forte modification de l'expérimentation et de l'évaluation.

SALON PERMANENT DES MÉTIERS

Région :	Territoire de Belfort (Franche-Comté)
Domaine :	Collège - Processus d'orientation scolaire (classes 3 ^{ème} et 4 ^{ème}) sur le territoire de Belfort
Thème :	Elargir et décloisonner l'offre d'orientation scolaire par une intégration de l'action des acteurs locaux de l'AIO
Porteur :	MIFE-90 Cité des métiers
Evaluateur :	Car de Besançon

Evaluation achevée au 31/12/2010

Objets d'évaluation

La mobilisation des branches professionnelles pour la réalisation des forums.

Les échanges enseignants-entreprises.

L'accueil et l'information des parents.

Les modes d'intégration de l'information sur les parcours de formation et la connaissance des métiers par la coordination avec les COP du CIO.

Les autres entrées dans le processus d'orientation, notamment via l'organisation de forums réunissant les collégiens, les professionnels et le CIO de Belfort.

Posture

Démarche d'accompagnement de l'expérimentateur.

Méthode

L'évaluation randomisée avec suivi de cohortes des groupe-cible et témoin est abandonnée.

Analyse par sociogramme du jeu des acteurs.

Enquête qualitative : entretiens auprès des partenaires institutionnels ; questionnaires par mail aux professionnels présents sur les forums ; observations lors des réunions des comités de coordination. L'évaluation des relations enseignants-entreprises n'a pu s'effectuer car l'expérimentation n'a pas été mise en œuvre sur ce volet. Annulation des visites d'entreprises, l'évaluation ne pouvant se dérouler sur ce plan.

Observations et questions en débat

- fortes évolutions du protocole d'évaluation : abandon de l'enquête auprès de deux groupes de collégiens (tests et témoins) bénéficiaires finaux, faute d'adhésion des collèges ; l'évaluation est réduite à la seule analyse de la coordination des acteurs de l'AIO ;
- faible participation des professionnels ;
- faible présence du coordinateur régional du FEJ ;
- faible dynamique partenariale créée par l'expérimentation.

AIDE À LA MOBILITÉ POUR LES JEUNES

Région :	Franche-Comté
Domaine :	Mobilité internationale pour les jeunes en apprentissage ou peu diplômés
Thème :	Actions diversifiées favorisant la mobilité internationale des jeunes les plus faiblement dotés scolairement.
Porteur :	Mission Locale Grand Besançon
Evaluateur :	Car de Besançon

Evaluation achevée fin 2011

Objets d'évaluation

L'impact des diverses actions favorisant la mobilité internationale de la catégorie de jeunes visée : chantiers internationaux, échanges culturels, bourses individuelles, création d'un portail interactif et collaboratif pour améliorer l'information et l'accompagnement des projets mobilité, journées de promotion de l'apprentissage et de la mobilité internationale.

Posture

Production de connaissances sur les publics-cibles (avec abandon de l'idée d'effectuer une évaluation au sens strict du terme) à partir de recueil de données et d'observations directes.

Méthode

Difficultés méthodologiques pour réaliser une mesure quantifiée dues à la multiplicité des mesures et à la variabilité des caractéristiques des publics. La production d'informations sur les publics devient la finalité de l'opération. Plusieurs aspects sont considérés : les relations des jeunes avec la mobilité internationale et les organismes Jeunesse chargés de sa mise en œuvre, le repérage des freins à la mobilité. L'aspect quantitatif est maintenu via une enquête préalable « jeunesse mobilité » auprès des jeunes de passage à la mission locale et au CRIJ ainsi que de certains apprentis en CFA. Cette enquête traite du parcours scolaire, de la situation familiale et personnelle, des mobilités réalisées.

L'enquête auprès des acteurs interroge les partenaires de l'expérimentation et les bénéficiaires.

Questionnaire « visiteur » passé sur le site des journées de l'apprentissage.

Observations directes lors des réunions.

Observations et questions en débat

- cas illustrant le passage d'un projet d'évaluation à un projet d'étude fournissant de l'information à l'expérimentateur, à cause des contraintes de mise en œuvre de l'expérimentation ;
- problème de définition des méthodes d'évaluation en raison de la très grande hétérogénéité des actions qui s'adressent à des publics variés ;
- faiblesse numérique de la population de jeunes enquêtés, d'où question sur la légitimité des conclusions visant la généralisation.

ATELIERS PÉDAGOGIQUES DE NANTERRE

Région :	Île de France
Domaine :	Remobilisation des jeunes à la vie scolaire
Thème :	Activités pédagogiques pour adolescents déscolarisés (après exclusion de plusieurs établissements ou par manque de place en institut médico-éducatif) ou en voie de rupture scolaire (après conseil de discipline)
Porteur :	Centre hospitalier Théophile Roussel
Evaluateur :	Car de Caen

Objets d'évaluation

Les effets du suivi des ateliers pédagogiques sur les jeunes.

L'identification du rôle des intervenants (enseignants, éducateurs, médecins, psychologues) et des relations partenariales mises en place pour la réalisation de ces ateliers, afin de repérer les bonnes pratiques interprofessionnelles de coopération.

Posture

Démarche d'évaluation *ex post*.

Méthode

Évaluation qualitative avec deux volets :

- volet « suivi des jeunes », effectué à partir d'entretiens semi-directifs auprès des jeunes et de leurs familles, complétés par les indicateurs d'évaluation de l'équipe pédagogique permettant d'apprécier les évolutions enregistrées. Elaboration d'un tableau de bord utilisant des indicateurs ayant trait au parcours éducatif, à la socialisation, à l'auto évaluation par le jeune de ses résultats et à l'assiduité ;
- volet « coordination des acteurs », à partir d'observations directes des réunions entre partenaires et d'entretiens avec les professionnels impliqués.

Observations et questions en débat

- domaine d'évaluation au croisement entre l'éducatif et le médico-psychologique.
- exemple de projet illustrant l'effort d'objectivation requis par l'approche qualitative sur un domaine pluridisciplinaire.

DEFI- ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI DES SORTANTS DE L'UNIVERSITÉ

Région :	Île-de-France
Domaine :	Enseignement supérieur
Thème :	Prolongement de l'expérience des Plateformes d'insertion professionnelle des étudiants rencontrant des difficultés d'accéder à un emploi, par ouverture d'ateliers mensuel (une semaine de « dynamisation professionnelle » + trois semaines d'accompagnement individuel et collectif) composés d'une douzaine d'étudiants à la recherche d'un emploi et acceptant un accompagnement dans cette recherche par la Maison de l'emploi.
Porteur :	Universités Paris est Marne la Vallée et Paris Est Créteil
Evaluateur :	Céreq Marseille

Evaluation arrêtée en octobre 2010

Objets d'évaluation

L'impact du dispositif sur l'insertion des jeunes éligibles.

Posture

Evaluation « avant » « après » sur groupes test et témoin.

Méthode

Evaluation randomisée (quantitative), complétée d'une étude par entretiens auprès des jeunes

Comparaison d'un groupe test (350 individus pour chaque année, soit 700 sur deux ans) et d'un groupe témoin (700 individus chaque année, soit 1400 sur deux ans) avec tirage aléatoire.

La population sélectionnée devait être interrogée 18 mois après son entrée sur le marché du travail, en mettant en évidence les différences d'accès l'emploi pour un groupe et l'autre.

L'enquête auprès des jeunes visait le recueil des motivations respectives selon les groupes, les difficultés rencontrées etc.

Observations et questions en débat

Les obstacles à la réalisation :

- le repérage des étudiants ;
- la difficulté à faire valider par les responsables du projet le questionnaire auprès des étudiants ;
- le peu de réponse positive de la part des individus éligibles pour participer à l'expérimentation des ateliers de recherche d'emploi.

Ces difficultés ont conduit à une révision du projet initial qui n'a pas reçu l'aval de la Commission de suivi du FEJ. L'opération s'est donc arrêtée en octobre 2010. Exemple d'un « projet en échec », riche en enseignements car mettant en lumière les difficultés techniques et institutionnelles d'une évaluation liée à l'expérimentation sociale.

PROFESSIONALISATION DE LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Région :	Ile de France
Domaine :	Enseignement secondaire (activité de lutte contre de le décrochage dans les établissements)
Thème :	Professionaliser les personnels des équipes éducatives à la détection des risques de décrochage scolaire des élèves et à la recherche de solutions individualisées
Porteur :	Rectorat de Créteil
Evaluateur :	Car de Paris

Objets d'évaluation

L'impact des actions expérimentales de formation des personnels éducatifs sur les questions de l'adolescence, inscrites dans le Plan académique de formation. Considérant les différentes mesures outillant cette formation, l'évaluation recherche leurs effets sur les lycéens, la nature des partenariats, et leurs modes d'usage réel. Les actions concernées sont :

- les formations à l'entretien d'accompagnement (le formateur est un cabinet conseil) ;
- les séminaires d'échanges entre divers groupes d'aide à l'insertion (GAIN) mis en place ;
- l'accompagnement *in situ* dans les établissements expérimentaux ;
- l'outil spécifique (mallette « Prévenir le décrochage ») et application informatique développée par le rectorat.

Posture et méthode

Approche qualitative⁵ (observation non participative et entretiens semi-directifs), menée en plusieurs phases :

- état des lieux auprès des lycées et diagnostic du fonctionnement des groupes d'aide à insertion ;
- comparaison synchronique et diachronique des données recueillies pour mettre à jour les évolutions enregistrées et les effets de l'accompagnement ;
- mise en évidence de typologies des lycées test et témoin.

L'approche quantitative initialement prévue est rendue caduque par les difficultés à expérimenter l'application informatique « Parcours en ligne ». Deux autres pistes sont proposées :

- recherche et analyse des raisons de ce blocage auprès des acteurs ;
- réalisation d'un « portrait social » par établissement constitué de données objectivées sur le « contexte » du décrochage, à partir d'une exploitation de bases rectorales, sous réserve d'accord, et des indicateurs ayant trait à la réussite/échec scolaire, à la discipline ou sanctions, aux caractéristiques sociodémographiques des élèves, aux profils des personnels et des établissements.

Observations et questions en débat

- quelle réalisation effective du redéploiement méthodologique par le volet quantitatif et quelle relation avec le FEJ sur ce point ?

⁵ Pour un récit détaillé de cette expérimentation voir Bref n°286, mai 2011, <http://www.cereq.fr/index.php/collections/Bref>

APPROFONDIR LE DISPOSITIF D'ORIENTATION ACTIVE

Région :	Ile-de-France (académie de Créteil)
Domaine :	Transition enseignement secondaire vers enseignement supérieur (orientation active)
Thème :	Engager une orientation active dès la classe de 1 ^{ère} afin de lutter contre les échecs en première année universitaire (abandons ou réorientations subies) et d'effectuer des choix en faveur des filières longues en toute connaissance de cause
Porteur :	Université de Marne la Vallée
Evaluateur :	Car de Bordeaux

Evaluation et expérimentation suspendues début 2011

Objets d'évaluation

Effets de l'expérimentation sur les liens de coopération entre les lycées et l'université et sur une éventuelle évolution des pratiques collaboratives.

Posture

Evaluation *ex post*.

Méthode

Recueil de données et approche qualitative par entretiens semi-directifs auprès des responsables éducatifs.

Les traitements quantitatifs initialement prévus mobilisaient la base APB et son module d'orientation active pour vérifier si le dispositif expérimental pour les 7 lycées impliqués avait eu un impact en termes d'orientation ; le recours au fichier SISE devait estimer si les jeunes entrés dans le dispositif réussissaient davantage que les autres leur première année universitaire.

Deux adaptations successives du protocole d'évaluation en raison de la faiblesse des effectifs concernés par la mesure expérimentale.

Observations et questions en débat

- constat fin 2010 : la mise en œuvre de l'expérimentation s'éloigne des conditions définies initialement, rendant le constat évaluatif impossible à établir. Sur les 1230 élèves attendus, seuls 73 élèves de terminale ont assisté aux rencontres soit 6 % seulement de l'effectif prévu. De ce fait un protocole évaluatif a été proposé (interrogation par voie électronique d'un groupe test formé des jeunes s'étant présentés aux rencontres et un groupe témoin formé de la grande majorité de ceux qui ne se sont pas présentés) mais qui est aussi remis en cause par l'absence d'effectifs ;
- exemple d'un projet imposant des allers-retours coûteux à l'évaluateur et à l'expérimentateur pour modifier le protocole d'évaluation. Absence de « croyance » des acteurs dans le processus évaluatif.

ALTERNANCE ET ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ DES JEUNES DÉCROCHEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Région	Languedoc-Roussillon
Domaine	Enseignement supérieur (filères AES, psycho et LEA) et réorientation par l'alternance
Thème	Mise en place d'un dispositif expérimental pour les étudiants décrocheurs de trois filières d'enseignement supérieur consistant en un bilan et une réorientation rapide dès la fin du premier semestre de la première année, accompagné d'un suivi éventuel de formation CNAM réalisée en alternance dans le domaine de l'assistance de gestion des PME (Agpme)
Porteur :	CNAM Languedoc-Roussillon
Evaluateur :	Car de Montpellier

Objets d'évaluation

L'accompagnement individualisé mené par des tiers (Mission locale et CNAM) auprès des jeunes décrocheurs de l'université ; les comportements d'adhésion (ou non) des jeunes décrocheurs au dispositif.

L'intérêt de la formation CNAM pour le public-cible et pour les entreprises impliquées.

La démarche globale du CNAM et de ses partenaires en vue d'une extension du dispositif à d'autres filières ou d'autres types de publics décrocheurs.

Posture

Evaluation *ex post*.

Méthode

Analyse qualitative par recueil de documents, entretiens réguliers avec le promoteur et ses partenaires.

Enquête qualitative : démarche biographique auprès de jeunes décrocheurs passés par le dispositif expérimental et de jeunes en situation de décrochage n'ayant bénéficié d'aucune action spécifique, avec suivi longitudinal du parcours des personnes (plusieurs vagues d'interrogation dans le temps).

Observations et questions en débat

- l'enquête qualitative est confrontée à la difficulté d'identifier les décrocheurs. Le nombre insuffisant de jeunes pour démarrer la phase de bilan a conduit dans un premier temps à l'abandon de l'échantillon témoin, puis à opter pour une extension du dispositif au public de la Mission locale. Au final, 32 jeunes ont achevé leur bilan d'orientation, 22 personnes ont suivi la formation proposée et 11 ont signé un contrat en alternance ;
- les difficultés de mise en œuvre de l'expérimentation ont également trait à la faible mobilisation des entreprises pour l'embauche d'un jeune en alternance ;
- exemple d'évaluation affrontant les difficultés de déficit de public-candidat au dispositif expérimental (jeunes et PME).

OFFRE RÉGIONALE D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'ORIENTATION DES JEUNES

Région :	Limousin
Domaine :	Orientation scolaire et professionnelle
Thème :	Améliorer la couverture régionale des prestations, par la mutualisation des ressources et le partenariat entre structures d'AIO, afin de garantir un égal accès des chances à l'information et à l'aide à l'orientation
Porteur :	Centre Régional Information Jeunesse Limousin (CRIJ Limousin)
Evaluateur :	Car de Bordeaux

Glissement (de six à 12 mois) de l'achèvement de l'opération prévue initialement en 2011 et reportée en 2012 en raison de retard dans l'expérimentation

Objets d'évaluation

La cohérence interne du projet et son inscription dans le territoire régional.

La mobilisation des acteurs au vu des principes d'action privilégiés.

La qualité de la coordination interne et externe au sein des RIJ (Relais Info Jeunesse) et les effets de leur mise en place sur la coopération régionale en matière d'AIO.

L'impact d'un portail unique sur la coordination et la mutualisation des réseaux régionaux (objectif initial modifié par la suite).

Posture

Accompagnement du processus expérimental, évaluation « on going ».

Méthode

Qualitative par entretiens semi-directif et observations sur sites.

Les modifications du protocole initial d'évaluation impliquent d'étudier l'expansion territoriale du projet sous l'angle de l'ingénierie de projet en réalisant conjointement une étude d'impact auprès des bénéficiaires.

Enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires à réaliser.

Observations et questions en débat

- révision du protocole initial d'évaluation en raison de fortes modifications de calendrier et d'objectifs dans l'action expérimentale ;
- l'enquête de satisfaction permettra-elle de produire des éléments objectifs pour le jugement évaluatif final ?
- exemple de projet soulignant les difficultés (i) à objectiver l'analyse portant sur un fonctionnement « informel » des structures impliquées dans l'expérimentation. (ii) à dépendre du rôle d'interface joué par les structures relais entre l'évaluateur et les publics à atteindre.

DEMAIN L'UNIVERSITÉ

Région :	Nord-Pas de Calais (Lille)
Domaine :	Transition de l'enseignement secondaire vers l'Université
Thème :	L'orientation des élèves de 1ère et terminale vers les filières du supérieur et l'identification des risques de décrochage
Porteur :	Université de Lille 1 (USTL), Lille 2 et Lille 3
Evaluateur :	Car de Lille

Objets d'évaluation

Mesure de l'aide apportée par le dispositif aux lycéens pour la construction de leur projet de formation ou professionnel.

Influence du dispositif expérimental sur les décisions post-bac.

Transition lycée-université, par le repérage des facteurs de risque de décrochage universitaire visant à déterminer des profils-type d'étudiants potentiellement en difficulté.

Posture et méthode

Enquête sur le volet « Orientation active » : évaluation quasi-expérimentale, avec enquêtes auprès d'un double échantillon de lycéens, bénéficiaires et non bénéficiaires de la mesure mise en place dans certaines classes de 1ère et de terminale au sein de 7 lycées partenaires de la première vague et les 8 lycées de la seconde vague. Ce double échantillon est constitué de deux cohortes suivies en longitudinal sur deux ans, en classe de 1^{ère} puis en classe de terminale au moment de la formulation des vœux pour APB.

Cette approche quantitative est jointe à des investigations de nature qualitative (entretiens auprès des responsables et formateurs sur les relations lycées/universités, sur les relations internes aux établissements scolaires, sur la formalisation conventionnelle des coopérations).

Enquête sur les facteurs agissant sur le décrochage universitaire : questionnaire auprès des primo-entrants à l'université sur leurs motivations/projets professionnel et de formation, sur les aides reçues à l'orientation active au cours de scolarité au lycée et sur leur fréquentation des actions de « Demain l'université ». Les données recueillies sont complétées par celles d'ordre administratif fournies par l'université en lien avec les observatoires de la vie étudiante.

Observations et questions en débat

- quel maintien de l'homogénéité des données administratives fournies par les universités Lille 1, 2 et 3 ?
- quelle méthode pour contrôler l'éventuelle déperdition des effectifs en suivi de cohorte ?
- exemple de partenariat dynamique et diversifié pour la réalisation de l'évaluation.

HIPPOCAMPE S

Région :	PACA
Domaine :	Transition de l'enseignement secondaire vers l'enseignement supérieur pour les filières S des lycées
Thème :	Stages d'immersion dans un campus universitaire pour sensibiliser les jeunes lycéens des classes de 1 ^{ère} et de terminale S au métier de la recherche fondamentale, mesures renforcées d'information et d'aide à l'orientation sur les filières du supérieur par le SUIO
Porteur :	Association « Tous Chercheurs » de l'INMED/INSERM
Evaluateur :	Céreq Marseille + Car de Bordeaux

Objets d'évaluation

Taux de jeunes qui s'orientent dans la filière visée, avec analyse des facteurs agissant sur l'orientation des lycéens vers le supérieur (aspects psychologiques et sociaux de l'orientation, représentations des filières de formations et des métiers, aspirations des lycéen(e)s, environnement familial, effet de l'offre de formation, connaissance du marché du travail, réputation de l'établissement de formation etc.) ;

Repérer les transformations des jeux d'acteurs (personnels des lycées, de l'orientation, de l'université...), de leurs postures professionnelles et de leurs modes d'intervention.

Posture

Evaluation quasi-expérimentale, complétée par une étude des partenariats institutionnels.

Méthode

Enquête quantitative basée sur le suivi de deux cohortes de lycéens scolarisés dans des établissements de zone d'enseignement prioritaire (ZEP) et non ZEP de la zone urbaine de Marseille participant à l'expérimentation et d'un échantillon de lycéens non bénéficiaires, avec trois interrogations (en classe de première, à la veille du bac après formulation des vœux d'orientation dans la procédure APB et six mois après le passage du bac afin de vérifier si leur orientation effective correspond à celle initialement déclarée). Au total, environ 1 000 interrogations réalisées au terme de ce suivi longitudinal, avec appui des services du rectorat d'Aix-Marseille pour un accès aux établissements.

Entretiens semi-directifs effectués auprès des proviseurs, des professeurs de SVT des classes de 1^{ère} et terminales S des lycées bénéficiaires et non bénéficiaires, des responsables de la mise en œuvre d'« Hippocampe S », des tuteurs de stage et des divers intervenants de l'orientation dans les établissements scolaires et à l'université. Une étude spécifique sur la nature des partenariats est prévue (relations entre le promoteur de l'expérimentation, les établissements scolaires, les instances responsables de la politique éducative régionale, de la politique universitaire, évolutions des collaborations locales entre les instances parties prenantes et impact sur le développement universitaire et territorial).

Observations et questions en débat

- cas emblématique d'adaptation de la méthode face aux difficultés d'acceptation de l'approche quasi-expérimentale, notamment au sein des établissements scolaires. Questions sur l'accès et l'usage des bases sur les vœux (bases APB, SISE)

ACCOMPAGNEMENT PARTENARIAL DES ITINÉRAIRES PERSONNALISÉS D'ACCÈS A LA QUALIFICATION (APIPAQ)

Région :	PACA (bassin d'éducation, de formation et d'emploi de Marseille-Ville)
Domaine :	Jeunes sans qualification
Thème :	Repérage et accompagnement vers une voie de qualification des jeunes en risque d'interruption des études ou les ayant effectivement interrompues en cours de cycle
Porteur :	Mission locale de Marseille (en collaboration avec le Rectorat d'Aix-Marseille)
Evaluateur :	Céreq Marseille

Objets d'évaluation

Le repérage et la caractérisation des jeunes en interruption de cycle de formation, adossé à un partenariat Education nationale et Mission locale pour le croisement des fichiers et l'accompagnement des jeunes (passage par des plateformes dédiées).

L'analyse des conditions de rupture entre le jeune et le monde éducatif.

La production d'une information précise sur les outils actuels en matière de lutte contre l'interruption d'études en cours de cycle, sur leurs modes de coordination, sur les modalités techniques, pédagogiques et le partenariat institutionnel que leur mise en œuvre implique.

Posture

Démarche évaluative « chemin faisant ».

Méthode

Evaluation randomisée (enquête quantitative) avec constitution, par tirage aléatoire effectué sur les élèves inscrits en 2008 non réinscrits en milieu scolaire en 2009 et sur les sortants en cours d'année 2009-2010, d'une base de données des décrocheurs (BDDD) de 1 678 individus. Parmi ceux-ci, 1 024 sont inclus dans l'expérimentation et se répartissent en échantillon témoin (511) et échantillon test (513). Moins d'un tiers des jeunes du groupe test sont orientés vers une plateforme d'accompagnement.

Investigations qualitatives à caractère compréhensif : entretiens auprès des responsables des établissements scolaires, de la MGI, de la ML, de la MLI et des acteurs (associations, centres sociaux etc.) constitutifs d'un maillage institutionnel autour du monde éducatif ; enquête auprès des jeunes.

Observations et questions en débat

- exemple de projet illustrant la méthode d'assignation aléatoire ;
- apports de l'évaluation : une réflexion sur la notion de « décrocheurs » et le repérage des risques de décrochage par la notion observable de « situations-signes » ;
- quelle dimension attribuer à l'approche qualitative à caractère compréhensif ?

**REPÉRAGE DES DÉCROCHEURS ET DES SORTANTS SANS DIPLÔME DU SYSTÈME
ÉDUCATIF**

Région :	PACA (Marseille)
Domaine :	Enseignement secondaire
Thème :	Prévenir le décrochage scolaire et organiser les collaborations pour suivre les décrocheurs
Porteur :	Rectorat d'Aix-Marseille
Evaluateur :	Céreq Marseille

Evaluation et expérimentation suspendues depuis l'été 2010

Objets d'évaluation

Recensement des élèves décrochés des collèges et LP publics et privés sous contrat, des lycées de l'académie d'Aix-Marseille, soit environ une base de 16 033 élèves entre 2008-2009 et 2009-2010, dont 2 790 dans le secteur public.

Mesure des élèves ayant trouvé une solution et ceux qui n'en ont pas trouvée.

Posture

Evaluation *ex post*.

Méthode

Base de données sur les décrocheurs.

Observations et questions en débat

- projet suspendu depuis la fin du premier semestre 2010, l'expérimentateur désirant remettre à plat l'ensemble du projet en lien avec les bases nouvelles promues par le MEN ;
- démarche évaluative initiale illustrant les problèmes qui peuvent survenir au plan de l'identification des élèves sortants aux différents niveaux : ceux effectivement sortis du système scolaire se confondent avec ceux qui, pour une raison technique, ne peuvent être retrouvés.

PORTEFEUILLE D'EXPÉRIENCES ET DE COMPÉTENCES (PEC)

Régions :	Aquitaine, Midi-Pyrénées, Ile de France, Nord-Pas de Calais, Poitou-Charentes, PACA, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon.
Domaine :	Enseignement supérieur niveau L
Thème :	Expérimentation d'outil numérique de valorisation des parcours de formation et professionnels pour l'étudiant. L'acquisition et la maîtrise de l'outil sont encadrées au départ par une formation et un accompagnement spécifiques
Porteurs :	Université de Toulouse 3 (avec regroupement de 13 universités françaises avec un réseau de 13 correspondants PEC au sein de chaque Université partie prenante)
Evaluateur :	Car de Toulouse, en collaboration avec six autres Car's (Bordeaux, Grenoble, Lille, Paris, Rennes).

Objets d'évaluation

L'efficacité du dispositif PEC sur la réorientation positive des étudiants, la prévention de leur décrochage et leur insertion professionnelle.

Posture

Evaluation quasi-expérimentale - Fortes interactions entre porteur de projet et évaluateur mais posture d'extériorité déclarée (?) par celui-ci.

Méthode

Evaluation quasi-expérimentale avec comparaison d'indicateurs pour groupes test et témoin et appel à la statistique descriptive et explicative, complétée par une enquête auprès de trois catégories d'acteurs (étudiants, formateurs, institutionnels)

Enquête auprès des étudiants : 6 000 interrogés sur 3 vagues (2010-2011 et 2012). En 2011, base d'enquête de 3 808 étudiants de L, répartis à égalité entre groupe test et groupe témoin. Enquête co-traitée avec les observatoires universitaires. Questionnaire par mail (avec plateforme commune Sphinx administré par le Céreq) puis relance téléphonique, d'une durée de 10 mn environ comprenant des variables de satisfaction (subjectif), des données sur l'insertion, décrochage ou réorientation, de contexte (variables objectives). Les données administratives (Apogée) ainsi que la base PEC constituée complètent l'interrogation. Prolongement de l'enquête sur 2013 avec un échantillon plus réduit après arbitrages.

Enquête auprès des acteurs, en trois volets :

- le volet institutionnel : recherche des configurations institutionnelles qui ont un impact direct sur la mise en œuvre du PEC. Entretiens auprès des responsables universitaires, des élus, personnel des services concernés etc. ;
- le volet formateurs-accompagnateurs : l'évaluation concerne ici l'appropriation du dispositif PEC, les évolutions des représentations et des pratiques des enseignants-chercheurs ainsi que la diffusion de la mission d'orientation-insertion par PEC. Entretiens auprès des acteurs précités ;
- Le volet « étudiants » : l'hypothèse est la diversité des conditions d'usage et d'appropriation du dispositif par les étudiants. Entretiens auprès des bénéficiaires (80 au total) ayant suivi le module

PEC avec recueil de leurs attentes et de leurs besoins, avec une appréciation de la qualité de l'accompagnement réalisé

Observations et questions en débat

- la réalisation du projet suppose un montage institutionnel original : la mise en œuvre de l'évaluation repose sur des relations régulières avec les Observatoires des 13 universités impliquées dans le projet pour la réalisation d'enquêtes prévues. Relation avec le GTES par voie de conséquence ;
- autre point d'originalité du projet : la généralisation, qui est d'ores et déjà entamée à la demande des autres universités, semble ne pas attendre les résultats de l'évaluation.

LA MAÎTRISE DES SAVOIRS DE BASE COMME FACTEUR DE « SÉCURISATION » DES PARCOURS DES APPRENTIS

Régions :	Ile-de-France, Rhône-Alpes, PACA, Languedoc-Roussillon.
Domaine :	Apprentissage (enseignement secondaire)
Thème :	Consolidation des savoirs de base
Porteur :	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (en collaboration avec les conseils régionaux des quatre régions précitées)
Evaluateur :	Céreq Marseille

Objets d'évaluation

L'expérimentation a pour préalable à sa mise en œuvre concrète l'analyse des conditions pédagogiques et organisationnelles des actions de consolidation des savoirs de base au sein des CFA. Ce préalable conditionne les objectifs de l'évaluation qui dans un premier temps est centrée sur l'observation des pratiques en vigueur.

Posture

Démarche d'évaluation « compréhensive », visant à repérer les éléments de réussite de bonnes pratiques, pour en déduire les conditions de mise en œuvre d'une expérimentation.

Méthode

Enquêtes qualitatives auprès des CFA : analyse du fonctionnement des dispositifs de consolidation des savoirs de base mis en place dans huit CFA, par entretiens approfondis avec les responsables ; analyse des outils pédagogiques utilisés dans les dispositifs ; observations *in situ* de certaines séquences des dispositifs.

Repérage qualitatif des conditions de réussite des dispositifs régionaux d'amélioration des savoirs de base des apprentis pour annoncer les conditions de mise en œuvre d'une expérimentation dans le domaine.

La première phase d'observation met en avant la nécessité d'une construction d'indicateurs « objectifs ». Ce constat naît du faible outillage des CFA pour évaluer l'impact de leurs dispositifs de sécurisation des parcours des jeunes apprentis. La piste à suivre est moins celle de la construction d'une batterie d'indicateurs, que les CFA seraient plus ou moins en mesure de renseigner, que celle de la passation d'un test standardisé (test Evado) à grande échelle auprès d'environ 2000 apprentis.

Observations et questions en débat

- cas atypique d'un projet expérimental en devenir. En ce sens, la démarche d'évaluation est une conclusion des observations réalisées et non un point de départ. Elle découle d'une première phase de recensement des bonnes pratiques et de préconisations formulées sur les conditions de réussite de dispositifs d'ores et déjà mis en place dans le CFA. L'observation qualitative est-elle évaluative ? Comment définit-on une évaluation compréhensive ?

AUTRES OPERATIONS FEJ

FICHE AP3 N°77 – MEDEF 67 CAR DE STRASBOURG

ORIENTATION ATYPIQUE FILLE GARÇON

REGION ALSACE

Convention en cours non signée, retard dans la mise en œuvre de l'expérimentation

FICHE AP2 N° 084 - ETUDE POUR LECOMPTE DU FEJ

EVADE

(ENTRÉES DANS LA VIE ACTIVE ET DISCRIMINATIONS)

Il s'agit d'une étude - et non d'une évaluation - soutenue financièrement par le FEJ dans le cadre du programme concernant la mesure de l'ampleur des discriminations à l'embauche (axe 1 du deuxième appel). Cette étude est conduite par le département DEEVA du Céreq. Son objectif est de saisir les processus réels de recrutement et de recherche d'un premier emploi pour les jeunes directement issus de la formation initiale. Les observations envisagées portent à la fois sur les pratiques de recherche d'emploi des jeunes et sur les pratiques de recrutement des entreprises.

Les élèves enquêtés sont issus d'un échantillon de jeunes en classes terminales de formation professionnelle en région PACA. Ils seront interrogés deux fois en cours d'année scolaire 2010-2011. Le premier questionnaire est relatif aux stages professionnels en cours de cursus et aux perspectives futures (poursuite d'études, type d'emplois recherché etc.). Le second porte sur les démarches de recherche d'emploi qu'ils ont menées. Les questionnaires sont complétés par des entretiens qualitatifs. Une enquête auprès d'une quarantaine d'entreprises est conduite en parallèle ; elle cherche notamment à apprécier le rôle du CV dans les processus de recrutement.

ISSN 1776-3177
Marseille, 2011.